SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Tentative de marche à Alger

Alger, où l'interdiction des manifestations de rue est de rigueur depuis le 18 juin 2001, a connu hier une relative et brève agitation.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Après la prière du vendredi, des fidèles, quelque trois centaines, ont, dans un élan de solidarité avec le peuple palestinien, tenté de braver l'interdiction et marcher.

Le cortège des fidèles s'est ébranlé depuis l'une des mosquées du très populaire quartier de Bélouizdad. Aux cris de «Allah Akbar» et «Bi ruh, bi edem, nefdik ya islam», il a défilé, empruntant la rue Hassiba-Ben-Bouali.

La procession humaine ne progressera pas cependant jusqu'à la place du 1er-Mai. La police, qui donnait l'impression d'être prise au dépourvu, est intervenue pour empêcher que les marcheurs ne parviennent jusqu'au rond-point du 1er-Mai. Sans heurts majeurs, les policiers ont réussi rapidement à canaliser les manifestants, puis à les refouler vers le quartier de Bélouizdad d'où ils ont entamé leur marche.

La dispersion, après, s'est faite dans le calme. Cette marche avortée s'inscrit dans cet élan de solidarité que les peuples arabes éprouvent à l'endroit des Palestiniens qui, depuis huit jours, subissent, notamment dans la bande de Gaza, les bombardements de l'aviation israélienne. Mardi dernier, un rassemblement de solidarité avec le peuple palestinien a été abrité par l'enceinte de la Maison de la presse Tahar-Djaout, à Alger. Les intervenants au cours de cette manifestation ont exhorté le pouvoir algérien à laisser les Algériens sortir dans les rues pour exprimer leur soutien au peuple palestinien.

S. A. I.

Photo: Walid Triaa.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Marche à l'est de la capitale

Des chants de supporters de football se sont mélangés avec des slogans de dénonciation des crimes de l'armée israélienne dans la bande de Gaza à l'occasion d'une marche de solidarité avec le peuple palestinien organisée hier après la prière du vendredi à Alger.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Partie du stade de Kouba, une foule bigarrée, majoritairement composée d'enfants et d'adolescents et quelques meneurs avec barbes et qamis, s'est ébranlée vers El-Harrach. Aux cris de «Bi rouh, bi dam, nafdika ya Gaza», «Khaybar, Khaybar yahoud, djaïch Mohammad sa ya oud» et autres «Bouteflika ya djabane, aïn nassratou el-islam ?», ils ont arpenté les rues et ruelles de ces quartiers déshérités de la capitale sous le regard curieux des badauds et celui, plus alerte, des services de sécurité. Même les slogans à la mode au début de la montée de l'islamisme en Algérie dans les années 1990 ont été sortis du placard et repris à tue-tête par les marcheurs qui donnaient plus l'image de jeunes en mal de défoulement que de véritables engagés pour la cause palestinienne. Un dispositif relativement léger a été déployé à Kouba et El-Harrach. Mais point de policiers le long du parcours de la marche hormis une petite voiture bariolée restée à l'arrière des marcheurs. A mesure que les marcheurs avançaient, la foule augmentait et les marcheurs, de plus en plus excités, reprenaient en chœur leurs slogans sous «la baguette» des meneurs qui tentaient, tant bien que mal, d'éviter tout débordement ou de gêner la circulation automobile. A l'appel de la prière d'El-Assar, un arrêt est observé à hauteur du quartier des Eucalyptus à Bachdjarrah. Au moment où les uns accomplissaient leur devoir religieux sur le parking de la cité, les autres, nettement plus nombreux, attendaient bruyamment la reprise de la marche. Aussitôt la prière d'El-Assar terminée, les mêmes slogans de dénonciation des frappes israéliennes et de solidarité avec le peuple palestinien fusent à nouveau. La marche se poursuivit jusqu'au rond-point d'El-Harrach. Devant initialement rallier la place centrale d'El-Harrach, les manifestants ont dû changer l'itinéraire, direction le Caroubier. Là, la police anti-émeutes les attendait au niveau du carrefour du pont de oued El-Harrach. Quelques-uns parviennent, dans un moment de déchaînement, à franchir le cordon de sécurité de la police sous le regard apeuré des automobilistes. Croyant à une émeute, certains ont dû rebrousser chemin en passant par-dessus le terre-plein et prendre le sens inverse.

L. M.

LIGUE ALGÉRIENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Actions de soutien en faveur de la Palestine

La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) a organisé, hier, en son siège, une rencontre de solidarité avec les victimes de Gaza. Au titre des actions retenues par les participants, figure une plainte contre les dirigeants israéliens devant la Cour pénale internationale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Ce qui se passe actuellement en Palestine est un crime contre l'humanité. L'offensive contre les populations de Gaza est une violation flagrante des dispositions de la Convention de Genève», a déclaré Me Mustapha Bouchachi, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, à l'occasion d'une rencontre de solidarité organisée hier matin. Plusieurs avocats ainsi que des personnalités politiques et du monde associatifs ont participé à cette rencontre qui s'est déroulée au siège de la LADDH à Alger. Me Mustapha Bouchachi a appelé les élites algériennes à initier des actions concrètes pour soutenir le peuple palestinien. «Nous avons tous une responsabilité. Avocats, intellectuels, journalistes… Nous nous devons d'initier des actions pour alléger la douleur des populations palestiniennes», a-t-il insisté. Me Ali Yahia Abdenour a tenu à rappeler que le problème de la Palestine est avant tout une question de décolonisation.

«C'est une question de décolonisation, on ne peut pas accuser les Palestiniens d'être des terroristes. Ce sont des combattants qui luttent pour libérer leur pays. L'opération militaire Plomb durci lancée par Israël répond à des objectifs internes et externes. En Israël, à quelques semaines des élections, chaque parti politique se doit de démontrer qu'il en fait plus que les autres pour prendre en charge le dossier Hamas. Cette offensive vise également à mettre la pression sur Barack Obama avant son investiture».

Au titre des actions qui peuvent être mises en œuvre par les intellectuels algériens, Me Ali Yahia Abdenour a proposé de saisir officiellement la Cour pénale internationale.

«Nous pouvons porter plainte devant la Cour pénale internationale contre le président, le Premier ministre et les ministres de la Défense et des Affaires étrangères israéliens», a-t-il préconisé tout en appelant à la tenue d'une journée de la dignité. Fodhil Boumala, membre d'Initiative indépendante algérienne pour la Palestine, a souligné, pour sa part, que les peuples arabes devaient avant tout se libérer du joug de leurs gouvernants. «Gaza est totalement isolée. Mais l'Algérie est tout aussi isolée. Le pouvoir actuel a tout fait pour nous isoler. Nous avons été décolonisés mais nous ne sommes pas libres. Et avant de libérer qui que ce soit ailleurs, nous devons nous libérer des despotes qui nous gouvernent», a précisé Boumala.

T. H.

SITUATION À GAZA

Le MDS marque sa solidarité avec les Palestiniens

Le Mouvement démocratique et social (MDS) a informé dans une déclaration remise à la rédaction que la fédération d'Alger du parti a organisé jeudi une action de solidarité avec le peuple palestinien.

Cette action a consisté en un recueillement devant l'entrée du siège central du parti. «Malgré les pressions de la police qui a enlevé les affiches et interpellé un de nos camardes avant de le relâcher, un moment de recueillement a été observé à l'entrée du siège central du mouvement où ont été allumées des bougies, et la déclaration du MDS condamnant l'agression barbare d'Israël a été diffusée au centre d'Alger à plusieurs milliers d'exemplaires», lit-on dans la déclaration.

Le MDS informe, par ailleurs, qu'il a retenu d'organiser une journée portes ouvertes au siège central du parti le lundi 5 janvier. Cette action de solidarité sera ponctuée par une conférence à laquelle prendront part des représentants d'organisations palestiniennes. Pour le MDS, «le peuple palestinien, otage de calculs politiciens de partis conservateurs, mérite mieux. Oui, il a besoin de l'union patriotique la plus large de ses forces autour d'un programme de résistance et de lutte pour l'instauration d'un Etat palestinien démocratique sur les fronts diplomatique et populaire et celui de la résistance armée».

S. A. I.

LA MINISTRE ISRAÉLIENNE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES À PARIS :

«Nous représentons le monde libre dont fait partie la France»

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Deux jours — lundi 5 et mardi 6 janvier — de déplacement de Nicolas Sarkozy au Proche-Orient où il rencontrera successivement le président égyptien Hosni Moubarak au Caire ; Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne à Ramallah ; le Premier ministre israélien Ehoud Olmert à Jérusalem ; le président syrien Bachar El-Assad à Damas, et enfin les principaux responsables libanais à Beyrouth.

Auparavant, le chef de l'Etat français a, dès le déclenchement de l'offensive israélienne de la semaine dernière, multiplié les appels téléphoniques et l'accueil de responsables israéliens dont la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, qui a clairement signifié qu'il n'y aura ni trêve ni cessez-le-feu et qu'Israël ira donc jusqu'au bout de la logique militaire.

Pendant ce temps et après six jours d'attaques israéliennes, plus de 400 morts civils palestiniens, et une opération terrestre israélienne à venir qui alourdira encore le nombre de victimes civiles palestiniennes.

«Israël décidera le moment venu d'arrêter ses opérations militaires contre la bande de Gaza » où la situation humanitaire «est comme elle doit être» : ce sont là les propres termes de la ministre israélienne des Affaires étrangères qui venait de quitter Sarkozy jeudi.

Mieux encore, elle donna ces précisions qui en disent long sur la partialité du président français et sur sa vision de la guerre au Proche-Orient : «Je remercie le président Sarkozy pour sa compréhension. Il est très au fait de la complexité de la situation de notre région, il comprend la nature de la menace à laquelle Israël fait face.»

La ministre israélienne ne s'arrête pas là et trace encore le combat commun qu'elle aura avec son homologue Kouchner qui l'a couverte de bises à son accueil (façon d'agir non prévue par le protocole) et avec le chef de l'Etat. Elle annonce en effet : «Ensemble, nous essayons de voir quelle est la meilleure stratégie, la meilleure tactique pour atteindre cet objectif, dans la compréhension qu'il ne s'agit pas d'un problème israélien, mais que d'une certaine manière Israël se trouve en première ligne du monde libre et est attaqué car nous représentons les valeurs du monde libre, dont fait partie la France.» Qui peut, après ces déclarations, douter du camp choisi par le chef de l'Etat français qui, sous couvert de chercher la paix dans la région, approuve les occupants et se trouve même un point commun capital avec eux : la lutte des peuples civilisés contre les peuples barbares, le monde libre représenté par ceux qui ont spolié une terre et le monde de ceux qui en ont été chassés.

Ce sont là les valeurs défendues par Israël et qui ont la bénédiction du chef de l'Etat français. Son voyage au Proche-Orient, qui n'interviendra que lundi, pourra laisser ainsi tout le loisir au gouvernement israélien de lancer son intervention terrestre pour décimer plus de populations encore et montrer qu'Israël est le plus fort. Israël comme la France n'ont pas tort de considérer que le moment est propice à différents plans : le vide institutionnel aux USA et le silence assourdissant du futur président Barack Obama et la division du monde arabe, dont la majorité des dirigeants corrompus ne sont pas prêts à s'écarter de la ligne que leur trace «le monde libre», sans quoi ils perdraient et leur pouvoir et leurs sources d'enrichissement.

K. B.-A.